

MÉMO COMPLÉMENTAIRE

De : Pierre Séguin, représentant officiel du Parti Québécois
Francine Lauzon, adj. aux finances pour les circonscriptions et les régions

Le : 13 septembre 2005

Pour faire suite au mémo que vous avez reçu sur les activités de financement, voici quelques directives importantes pour votre campagne de financement ou vos activités de financement.

Sollicitation

Comme vous le savez déjà, vous vous devez de respecter la loi électorale du Québec en matière de financement des partis politiques. Nous voulons vous rappeler certains points de celle-ci :

Seul le représentant officiel de l'instance peut autoriser des personnes à solliciter ou à organiser une activité de financement. (article 92 et 93)

De plus la loi stipule notamment :

1. que seul un électeur peut verser une contribution (art. 87)
2. que cette contribution doit être faite à même ses propres biens (art. 90) et ce pour un maximum de 3 000 \$ à chacun des partis et candidats indépendants (art. 91)
3. que toute contribution de plus de 200 \$ doit être faite au moyen d'un chèque ou autorisation bancaire tiré sur le compte bancaire de l'électeur ou sur sa carte de crédit personnel (art. 95).

Commanditaires et activités de financement

Les compagnies ou personnes morales ne peuvent financer ou donner des contributions sous d'autres formes. (art. 87)

Dans une lettre du Directeur général des élections datant du 10 octobre 1996, il a été confirmé par celui-ci que nous ne pouvions recourir à des commanditaires pour défrayer une partie des dépenses d'une activité ou pour faire tirer des cadeaux aux participants d'une activité et ce en tout temps. L'amende minimum est de 500\$ plus les frais de 100\$.

Exemple : Je vous rappelle la sortie dans le journal La Presse du 14 avril 2000 au sujet de cadeaux sollicités, par ignorance de ce point de loi, dans la circonscription de Pointe-aux-Trembles.

Activité conjointe avec le Bloc Québécois

Les activités conjointes avec le Bloc Québécois ne sont pas permises.

Les différences entre les lois provinciales et fédérales sont nombreuses et sont très difficiles à appliquer au sein d'une même activité.

Le partage des frais pour la salle ou toute autre dépense est interprété, au sens de la loi, comme du financement et il est donc interdit.

Si le bloc Québécois accepte les dons provenant du Parti Québécois, nous pouvons leur faire un don au même titre qu'un don fait à une société pour le cancer par exemple.

Nous comptabilisons ce don dans les activités politiques.

Liste de membres

Le Code civil nous interdit de transmettre la liste de membres à quiconque nous en fait la demande, incluant donc le Bloc Québécois, car nous n'avons pas l'autorisation écrite des membres pour le faire (art. 35 et 37 du Code civil)

La fusion des listes au niveau des circonscriptions n'est pas permise non plus par le Code civil du Québec.

Il est très important que la loi soit respectée en tout temps car le non-respect de celle-ci pourrait porter préjudice à votre député ou au chef du Parti.

Merci de l'attention que vous portez au respect de la loi, comme vous pouvez le constater, c'est sur tout le Parti Québécois que la faute incombe.